

# Comores : la saga Denard

François-Xavier ROCCHI

*Depuis l'indépendance, la coopération française a accumulé les erreurs aux Comores. Privilégiant l'assistanat au détriment d'une politique de coopération cohérente, ponctuant ses errements par des interventions militaires intempestives, elle porte une écrasante responsabilité dans les récents troubles d'Anjouan qui ont creusé entre les Comoriens, pourtant réputés pacifiques, le fossé du sang.*

*François-Xavier ROCCHI fut le témoin des épisodes décrits dans l'article signé de son nom. Ce document éclaire donc d'une manière significative les événements de ces vingt dernières années.*

Le 22 décembre 1974, lorsque tombent les résultats du référendum sur l'indépendance, le petit monde des réseaux de la "Françafrique" est en ébullition : la Grande Comore a voté "oui" à 99,98%, Mohéli à 99,88% et Anjouan à 99,92%, seule Mayotte a repoussé l'indépendance avec 63,82% de "non".

Ce résultat, qui en dit long sur la validité de la démocratie en Afrique, inquiète Paris. Car la cheville ouvrière de l'indépendance, c'est Ahmed Abdallah ABDEREMANE. Ce riche commerçant Anjouanais, dont la fortune provient essentiellement de l'exportation de la vanille et des épices comoriennes, nourrit de solides amitiés dans le monde politique français, mais pas du bon côté. On le dit très lié avec François MITTERRAND (pour la petite histoire, on retiendra que c'est la voiture d'Abdallah qui a été mitraillée lors du faux attentat de l'Observatoire)

mais Mitterrand n'est encore que premier secrétaire du Parti socialiste et candidat, battu par Valéry Giscard d'ESTAING, à l'élection présidentielle de mai 1974.

## Une première erreur française

Abdallah n'est pas en cour auprès du pouvoir français de l'époque, qui décide de miser sur un autre cheval : Ali SOILIHI, jeune et brillant ingénieur agronome, dont les idées et le dynamisme ont séduit les cabinets ministériels parisiens.

Le 6 juillet 1975, l'Assemblée des Comores proclame l'indépendance. Elu président de la République le 8 juillet, Abdallah est déposé moins d'un mois plus tard, le 3 août, par un Comité national révolutionnaire dirigé par Ali SOILIHI. L'aide d'une poignée de Français, commandés par Bob

DENARD, s'avère déterminante pour asseoir le pouvoir d'Ali SOILIHI. C'est le début de la saga DENARD aux Comores.

Soilihi commence par renvoyer les fonctionnaires et met les Comoriens au travail. Dans tous les villages, des *Moudirias* sont construites, sortes de *Maisons du peuple* destinées à servir de siège à l'administration locale, à être utilisées comme écoles et comme lieux de rencontres de la population.

Mais très vite, Ali SOILIHI dérape. L'alcool et le chanvre aidant, il sombre dans la folie. Rompant avec la France, il engage son pays dans la voie du "socialisme à la comorienne". DENARD s'en va, en promettant de revenir. Il tiendra parole.

Les archives sont détruites, tous les partis, groupements et associations à caractère politique sont dissous, l'âge de la majorité est abaissé à 14 ans. Dans cet archipel profondément musulman, SOILIHI commet l'erreur de faire fermer les mosquées le vendredi. En butte à l'hostilité de plus en plus marquée des notables comoriens, il s'appuie sur les lycéens et forme avec eux les terribles commandos *Moissi* qui sèmeront la terreur et la désolation. Fin 1977, le massacre d'Iconi, perpétré par les *Moissi*, décide – enfin – les autorités françaises à faire quelque chose, sans toutefois aller jusqu'à s'impliquer

## Comores : la saga Denard

directement...

C'est DENARD qui s'en chargera, bénéficiant d'un "feu orange", ce qui signifie qu'il sera couvert s'il réussit et enfoncé s'il échoue.

### Le retour de Denard

"Alors Président, voilà ce qu'il en coûte d'oublier de tenir sa parole avec ses amis". A l'aube du 13 mai 1978, Ali SOILIH I vient de cesser d'être Président de la république comorienne. Face à lui, le colonel Bob DENARD a magistralement réussi son coup de main. Le feu passe au vert.

Pour Bob DENARD et sa quarantaine de volontaires, c'est la consécration d'une nouvelle aventure. Sous couvert d'une mission de recherche océanographique, ils viennent de passer 28 jours en mer au bord de l'Antinea, depuis Las Palmas aux Canaries. Répartis en trois équipes sur des canots pneumatiques, ils ont débarqué un peu plus tôt sur la grande plage d'Itsandra, à trois kilomètres au nord de Moroni. Pendant qu'une équipe fonçait vers le nord, sur Voidjou pour neutraliser en douceur la Garde comorienne, Bob DENARD montait vers la Présidence, laissant au passage quelques hommes s'emparer de l'Etat-major de Kandani. L'opération, rondement menée, vient de les rendre maîtres de la Grande Comore. Ils vont y rester près de douze ans.

Pour la première fois dans sa carrière de mercenaire, DENARD a financé lui-même une bonne partie de l'opération. Bob DENARD a toutes les raisons d'en vouloir à l'homme qu'il avait aidé trois ans plus tôt à prendre le pouvoir et qui a trahi sa confiance, mais il se sent

aussi une part de responsabilité. Comme il le dit souvent, il veut "régler sa dette envers le peuple comorien". Comme pour refermer une parenthèse dans l'histoire des Comores, il vient rétablir Ahmed Abdallah et œuvrer au développement du pays. Le 28 mai, la parenthèse se referme définitivement avec la mort d'Ali SOILIH I : "je te donne le choix. Tu restes et tu seras jugé et probablement condamné à mort. Ou bien tu tentes ta chance". "Merci Colonel", lui répond Ali Soilihi. Quelques minutes après, il "tente sa chance" et est abattu par une sentinelle comorienne.

Aux anciens Moissi et aux ministres déçus, qui ont remplacé dans la prison les opposants au régime d'Ali SOILIH I, il lance : "Vous avez fichu le pays par terre, vous l'avez sali. Vous allez le reconstruire, le nettoyer". En dix jours, Moroni est repeinte et présente un visage nouveau. La chance, mais aussi le nettoyage du port, font que, dès le lendemain du débarquement, un cargo chargé de riz et de farine arrive à Moroni. Le pays n'avait pas vu cela depuis des mois et le prestige du "colonel papa", ainsi que les Comoriens nomment leur nouveau patron, est au zénith. Les Comoriens aiment les surnoms. Ils l'appelleront vite Bako : le sage.

### La reconstruction

Si ses hommes sont accueillis en libérateurs, il sait que l'euphorie ne durera pas. Les "bonnes âmes" qui manœuvrent en coulisses le jeu international n'aiment pas les mercenaires, et le redressement d'un pays exige des sacrifices. Avec

les volontaires restés une fois l'opération achevée, il forme le *Commando noir*, ossature de la future Garde Présidentielle qui constituera l'épine dorsale de son action aux Comores.

Et le guerrier se fait bâtisseur : "J'ai beaucoup détruit dans ma vie, maintenant je veux construire". Son rêve : faire des Comores "la Suisse de l'Océan Indien". Il a des projets plein la tête. Contre vents et marées, il s'acharnera à les réaliser jusqu'à ce que le gouvernement français, saisissant l'occasion de la mort accidentelle d'Ahmed Abdallah, ne vienne briser le rêve.

Pour assurer le développement de l'archipel, il faut en assurer la stabilité. C'est le rôle de la G.P., la Garde Présidentielle, qui, encadrée par des "officiers servant à titre étranger", devient au fil du temps la seule force militaire crédible du pays. Les militaires sud-africains ne s'y



L'AFRIQUE RÉELLE. N°17, AUTOMNE 1997

## Comores : la saga Denard



Kandani, décembre 1989. A droite de Bob Denard -en civil-, le lieutenant Combo Ayouba. C'est lui qui prendra la tête du Comité Militaire de Transition en septembre 1995. (Cliché FXR)

trompent pas qui, à partir de septembre 1979, décident de financer la G.P. en échange de l'installation sur place d'une station d'écoute radio. Trois ans plus tard, le ministère des affaires étrangères de Pretoria apporte un complément de budget, dans l'espoir d'une représentation diplomatique qu'il n'obtiendra jamais.

Avec ses cadres européens, Bob DENARD crée un nouveau style de "mercenaires". Ils ne viennent pas pour le baroud mais pour apporter et transmettre aux comoriens un savoir-faire technique. A la tête des unités de la G.P., de jeunes sous-officiers et officiers de réserve français s'attachent à former un encadrement comorien. Ils sont payés trois fois moins que les coopérants français officiels, mais prennent leur travail à cœur. Parfois, pendant plusieurs mois, les affaires étrangères sud-africaines ayant

"fermé le robinet", ils ne sont pas payés du tout, comme au début de 1987 : "les Sud-Africains n'ont pas encore versé le budget. Je ne peux plus vous payer pour l'instant. Ceux qui veulent partir peuvent se considérer comme déliés de leur contrat moral", déclare DENARD à ses cadres. Pas un ne part. Certains jeunes sous-lieutenants fraîchement arrivés de France mettront six mois avant de toucher leur première solde... On est loin du mercenariat tel qu'il est souvent imaginé.

Bob DENARD fait aussi venir des chefs de chantiers pour les travaux qu'il veut réaliser et des fermiers pour créer à Sangani une ferme pilote destinée à prouver aux Comoriens qu'ils peuvent acquérir leur autosuffisance alimentaire. Troquant la Kalashnikov contre la pelle, les compagnies de la G.P. se succèdent à Sangani pour y construire un impluvium qui réglera les difficiles

problèmes d'irrigation sur ce sol volcanique.

Seule ressource possible et durable pour les Comores, le tourisme n'y existe presque pas. Bob DENARD s'attache donc à trouver des investisseurs pour construire des hôtels, qui ouvriront leurs portes en 1988. Les Comores sont parées pour la prospérité. C'est probablement cela qui ne lui sera pas pardonné par les affaires africaines de l'Elysée, dirigées par Jean-Christophe MITTERRAND. Il est toujours facile de manipuler un pays lorsqu'il dépend pour se nourrir des oboles que lui verse la coopération française.

Sous le "règne" DENARD le pays vit une période d'exceptionnelle stabilité. Certes, un tel outil excite des convoitises. La tentative la plus sérieuse de coup d'Etat, en 1985, met en lumière un début de noyautage de la G.P. par le Front Démocratique. le

## Comores : la saga Denard

parti communiste local, et permet aux hommes de DENARD de "faire le ménage" avec un minimum de casse : quelques interrogatoires musclés font tomber la conspiration.

Deux autres tentatives, en 1987, se soldent également par des échecs. La première est le fait d'une douzaine de comoriens qui sont vite arrêtés. Trois d'entre eux trouvent la mort au cours d'une tentative d'évasion et la presse française présente les faits comme s'il s'agissait d'une répression sanglante. La deuxième vient de Paris, d'un groupe d'anciens officiers de la G.P. en mal d'exotisme qui pensent pouvoir jouer leur carte. Attisé en sous main par un ancien capitaine de la Garde, qu'à Moroni on surnomme par dérision le "moine-soldat" du fait de sa tendance à donner des leçons, le complôt échoue et se traduit par deux expulsions de cadres européens.

---

### La France socialiste contre Denard

---

Mais la fin de règne est proche. Grâce à l'action de Bob DENARD et de ses hommes, les bases d'un développement durable sont jetées et les Comores pourront bientôt s'affranchir de l'assistanat développé par la coopération française.

Cette réalité n'est pas du goût de Paris, qui multiplie les pressions sur ABDALLAH pour qu'il se débarrasse de DENARD. Dans le même temps, l'Afrique du Sud, en quête de reconnaissance internationale, amorce sa "libération". La Garde Présidentielle gêne, il faut s'en débarrasser. Agissant de concert avec les affaires étrangères sud-africaines, la France socialiste

décide d'en finir.

La mort du président ABDALLAH, tué accidentellement par son garde du corps, le sergent-chef JAFFAR, alors qu'il venait de signer l'ordre de désarmement des Forces Armées Comoriennes soupçonnées à juste titre de préparer un mauvais coup, précipite les événements. Les autorités françaises décident de faire porter le chapeau à DENARD. L'opération "Oside" est déclenchée, regroupant des forces considérables comparées à la poignée de "mercenaires" que l'on veut déloger. Le 15 décembre 1989, la mort dans l'âme, Bob DENARD se résout à partir pour ne pas avoir à faire tirer sur des soldats français. DENARD a âprement négocié son départ, réclamant notamment un dédommagement pour ses hommes. Sur ce point, la France n'a à ce jour pas encore honoré sa parole. Les hommes du 1<sup>er</sup> RPIMA prennent en compte la Garde Présidentielle. Ils seront très vite impressionnés par son niveau opérationnel et sa discipline.

Entre temps, le Président de la Cour Suprême, Saïd Mohamed DJOHAR, conformément à la constitution comorienne, est devenu Président par intérim. Ce notable convient parfaitement à la coopération française : trop vieux pour résister aux pressions, trop avide de confort, d'or et de whisky pour résister à la tentation de la corruption, il s'avérera manipulable à souhait.

En favorisant son élection à la Présidence de la république comorienne, la coopération française obtient ce qu'elle voulait : maintenir l'archipel des Comores en situation de dépendance, voire de perfusion, vis-à-vis de Paris. Certes, cette attitude permet de

mettre un frein aux revendications comoriennes sur Mayotte. Le Président ABDALLAH ne perdait jamais une occasion de rappeler "qu'un mouton ne peut pas marcher correctement sur trois pattes". DJOHAR, lui, restera muet sur cette question, à la plus grande satisfaction des autorités françaises du moment qui semblent considérer comme résolu tout problème non formulé.

---

### Une nouvelle erreur française

---

Malgré les lumières rouges qui ne tardent pas à s'allumer, la France soutient ouvertement Djohar, laissant prospérer autour de lui un entourage marqué par un très haut niveau de corruption.

Dès le 18 janvier 1990, le premier tour de l'élection présidentielle donne lieu à des fraudes massives. Au second tour, le 11 mars, c'est l'apothéose. Alors que les premiers bulletins dépouillés donnent une nette avance à Mohamed Taki ABDOULKARIM, les résultats se trouvent brutalement inversés à la suite d'une miraculeuse panne d'électricité...

De 1990 à 1995, c'est le règne du *M'kara kara*, la "débrouille" en Comorien. Les caisses de l'Etat se vident tandis que les poches de Djohar et de son entourage se remplissent.

L'éminence grise de DJOHAR s'appelle Saïd M'CHANGAMA. Cet individu louche, condamné au Danemark et en France pour diverses escroqueries, décroche la présidence de l'assemblée fédérale et ne tarde pas à épouser la fille de DJOHAR. La liste des trafics dans lesquels il est impliqué serait trop longue pour être établie ici. Citons,

## Comores : la saga Denard

pour mémoire, une des plus belles affaires : de nombreux véhicules – un plein cargo – destinés à Anjouan, "achetés" en Italie grâce à la caution de l'Etat comorien et la souscription d'une assurance export, jamais payés, et revendus en Afrique du Sud, à Durban, pour le plus grand bénéfice d'on ne sait qui.

Le sang coule aussi. La coopération française ferme les yeux.

Dès 1991, rien ne vas plus aux Comores. Grèves et manifestations se succèdent dans les trois îles. DJOHAR n'hésite pas à faire tirer sur la foule. Les îles d'Anjouan et de Mohéli hissent – déjà – le pavillon français pour marquer leur opposition au gouvernement fédéral, lequel ne gouverne d'ailleurs plus rien. Apprenant la nouvelle, le Président DJOHAR se contente de

déclarer qu'il s'en moque ! C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase et, le 3 août, la Cour Suprême proclame son "empêchement définitif" pour "manque certain de lucidité dans la conduite de l'Etat", c'est-à-dire pour inaptitude.

La réaction ne se fait pas attendre. "Conseillé" par certains "coopérants" français, DJOHAR se livre à un véritable coup d'Etat institutionnel.

Il décrète la dissolution de la Cour suprême et fait arrêter son Président, Ibrahim Ahmed HALIDI. Constitutionnellement, DJOHAR n'est plus Président de la République Fédérale Islamique des Comores. Il est toutefois maintenu dans ses fonctions, grâce au soutien aveugle des autorités françaises qui laissent s'établir aux Comores un des régimes les plus corrompus d'Afrique : le détournement de l'aide

internationale, pratique courante en Afrique, se "limite" généralement à environ un tiers des sommes allouées par les pays développées. Aux Comores, ce sont au moins les deux tiers qui disparaissent, mais qui ne sont pas perdus pour tout le monde...

### Denard rétablit l'ordre

La corruption qui gangrène tous les rouages de l'Etat entraîne sa décomposition et provoque la colère de nombreux comoriens qui se sentent laissés pour compte. Le 26 septembre 1992, profitant d'un voyage en France de Saïd Mohamed DJOHAR les fils de l'ancien Président Ahmed ABDALLAH, aidés par une partie des anciens cadres comoriens de la G.P., tentent un coup d'Etat. Des affrontements sanglants ont lieu jusqu'au 19 octobre,



Kandani, octobre 1994. Reddition sous une pluie battante. Les Comores pleurent...  
(Cliché FXR)

## Comores : la saga Denard



et la répression s'abat féroce-ment. Arrêtés, les meneurs sont jetés en prison au camp militaire de Kandani, état-major des Forces Comoriennes de Défense. Pendant de longs mois, ils subiront de nombreux sévices, sans jamais provoquer l'indignation des coopérants militaires français qui travaillent à Kandani et passent matin, midi et soir devant leurs cachots. C'est une intervention téléphonique de Bob DENARD auprès du commandant AZALI, chef des Forces Comoriennes de Défense, qui mettra fin à cette situation intolérable : *"Si tu continues comme cela, je viendrais moi-même te couper les c... !"*. Il tiendra parole, au moins partiellement.

Jusqu'en 1995, la situation ne fait qu'empirer. Des cas de famine sont signalés, la jeune république comorienne est au bord de l'éclatement. Aussi, lorsqu'au matin du 28 septembre 1995, la rumeur publique - *"radio cocotier"* - répand la nouvelle du retour de Bob DENARD, nombreux sont les Comoriens qui laissent éclater leur joie.

Une fois de plus, l'affaire a été rondement menée. Pendant neuf mois, le colonel DENARD a préparé l'opération *Kashkazi*. Son exécution est un modèle du genre. À bord du *Vulcain*, un ancien

câblier acheté tout-à-faire officiellement à l'administration des télécommunications norvégienne, DENARD et sa trentaine de volontaires sont passés plus d'un mois en mer depuis Santa-Cruz de Ténériffe, aux Canaries. Ils ont mis ce temps à profit pour répéter sur des maquettes la prise du camp militaire de Kandani et de la Présidence de M'rodjou. Ils ont débarqué peu après minuit à une dizaine de kilomètres au nord de Moroni et ont fondu sur leurs objectifs sans être détectés. La prise de Kandani s'effectue sans tirer un coup de feu. En quelques secondes, le poste de police est neutralisé. En moins d'une heure, les soldats comoriens sont désarmés et rassemblés. Ils se rallient avec enthousiasme aux hommes de Bob DENARD, parmi lesquels les anciens de la Garde Présidentielle reconnaissent plusieurs de leurs anciens chefs.

Peu avant l'aube, des tirs nourris retentissent à la Présidence de M'rodjou. Ils sont destinés à éteindre les réverbères qui éclairent le site *a giorno*, et leur intensité a pour effet d'accélérer les négociations avec le capitaine R., coopérant militaire français en charge de la sécurité de la Présidence, qui ne tarde pas à ouvrir les portes. Le Président DJOHAR est dans sa chambre. Les volontaires de Bob DENARD s'assurent de sa personne sans aucune violence. À l'extérieur, la population, alertée par le bruit, s'est rassemblée et manifeste bruyamment sa joie, et son hostilité à l'égard du Président déchu. Celui-ci est donc mis à l'abri à Kandani, ce qui conduira plus tard la justice française à considérer qu'il a été *"séquestré"*...

Dans la foulée, les prisonniers politiques sont libérés. Mais les 29

volontaires de Bob DENARD ne sont pas suffisamment nombreux pour traiter tous leurs objectifs simultanément. C'est ainsi que le commandant AZALI parvient à leur échapper, et se *"réfugie"* à l'ambassade de France qui servira rapidement d'asile aux personnalités les plus corrompues de l'ancien régime. Au siège de Radio Comores, une résistance de principe s'organise, sous les ordres de coopérants militaires français qui ont visiblement pour consigne de ne pas forcer leur talent. L'affaire se règle *"à la comorienne"* en milieu d'après-midi, Bob DENARD ayant très clairement notifié aux Comoriens ralliés à sa volonté de ne pas faire couler le sang.

---

### Une troisième erreur française

---

Il n'a fallu que quelques heures pour faire tomber le régime DJOHAR. Le capitaine COMBO, un des prisonniers libérés, constitue un Comité Militaire de Transition qui, trois jours après, remettra officiellement le pouvoir à deux coprésidents civils : Mohamed Taki ABDOULKARIM et Saïd Ali KEMAL, chargés d'organiser des élections libres sous contrôle de la communauté internationale. La situation semble normalisée. La quasi-totalité des partis politiques comoriens manifeste sa satisfaction. Les îles d'Anjouan et de Mohéli, largement laissées pour compte par l'administration fédérale comorienne et qui ont, à plusieurs reprises, fait état de leurs velléités séparatistes, se rallient au *"putsch"* avec enthousiasme.

Le 29 septembre, Alain Juppé déclare qu'il n'y aura pas d'intervention militaire française. Dans



la nuit du 3 au 4 octobre, l'armée française intervient en force : un millier d'hommes, pour éliminer ... 29 "mercenaires". Ses ordres sont visiblement de tirer sur tout ce qui bouge. Deux journalistes en feront les frais, blessés par balles, tout comme la femme du directeur comorien de l'aéroport. Plusieurs civils sont également tués, sans raison apparente, par les hommes du Commandement des Opérations Spéciales.

Juridiquement, le Quai d'Orsay a mis en avant l'accord de défense, signé en 1978, qui autorisait la France à intervenir aux Comores en cas d'agression extérieure. Or il ne s'agissait en aucun cas d'une "agression extérieure", mais bien d'une affaire intérieure comorienne. Certes, les Comoriens ont été aidés par DENARD et ses hommes à se débarrasser de DJOHAR. Mais faut-il rappeler que DENARD possède la nationalité comorienne ?

En intervenant de la sorte, les autorités françaises ont privé les Comores de leur seule chance de retrouver une certaine stabilité, et ont fait indirectement germer les troubles

qui, récemment, ont ensanglanté l'île d'Anjouan et creusé entre les comoriens un fossé désormais infranchissable<sup>(1)</sup>.

Une page de l'aventure de DENARD aux Comores était tournée, mais était-ce vraiment la dernière ? Sur le livre d'or des Forces Comoriennes de Défense, on peut lire cette phrase inscrite par un mercenaire facétieux : "À la prochaine !".



Aujourd'hui, les Comores, livrées à elles-mêmes, ont retrouvé leurs vieux démons. L'élection de Mohamed Taki ABDOULKARIM, Grand-Comorien, à la Présidence de la République le 16 mars 1996, n'a apporté aucune solution. Corruption généralisée, déliquescence de l'Etat, pauvreté dramatique, déséquilibres évidents dans la répartition des maigres fonds publics restent les principales caractéristiques de "l'archipel aux sultans batailleurs". Avec une densité de population de plus de 400 habitants au kilomètre carré, contre moins de 200 pour la Grande Comore, Anjouan reste le parent pauvre de l'archipel, tout comme Mohéli, moins peuplée, mais qui ne dispose de quasiment aucune infrastructure.

Vingt-deux ans après l'indépendance, l'ampleur du gâchis ne peut être passée sous silence. Le sentiment national, fondement de l'unité nationale, n'existe pas. Dans le meilleur des cas, le sentiment d'appartenance à une communauté s'arrête à l'île d'origine, mais le plus souvent au village ou à la famille.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce qu'Anjouan et Mohéli hissent le pavillon français pour marquer leur

réprobation. Mais la France vers laquelle se tournent les Anjouanais et les Mohéliens a, depuis longtemps, cessé d'exister. Depuis deux décennies, elle n'a su apporter aux Comores que magouilles, combines et corruption.

Ce qui fait cruellement défaut aux Comores, comme dans toute l'Afrique francophone, c'est une politique française de coopération fondée sur les réalités et non plus sur de vagues *a priori* idéologiques, c'est une ligne de conduite française cohérente fondée sur la puissance et non plus sur la soumission aux organismes internationaux. Il y a urgence car, en perdant son crédit et ses positions en Afrique, la France d'aujourd'hui précipite des peuples entiers dans la misère, et portera une lourde responsabilité dans les bains de sang qui ne manqueront pas de sanctionner cette absence de politique.

François-Xavier ROCCHI

<sup>(1)</sup> Les autorités françaises pouvaient-elles ignorer que Denard préparait une opération sur les Comores ? La réponse est, évidemment, non. Une telle opération n'a pu se préparer dans le secret absolu. A partir du moment où les services concernés en avaient connaissance, il suffisait de quelques coups de téléphone pour l'arrêter si elle ne plaisait pas. Si les autorités françaises ont laissé faire, c'est parce qu'elles y trouvaient leur compte. L'éviction définitive de Djohar, exilé – sans son accord – à la Réunion, est là pour en témoigner. La réalité apparaît avec une sinistre évidence : les autorités françaises ont laissé Denard faire le travail, puis ont tenté de s'en débarrasser.